

Conditions d'attribution du diplôme de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture des salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat;

Vu l'arrêté du 25 mars 1959 relatif aux conditions d'attribution du diplôme de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports;

Vu le décret du 31 mai 1968 portant nomination de membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 17 juin 1968 portant délégation de signature à M. Marceau Crespin, directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La durée des combats fixée à quatre minutes par le 4^e (Epreuves de compétition) de l'article 3 de l'arrêté du 25 mars 1959 susvisé est réduite à deux minutes.

Art. 2. — Pour les sessions d'examen de 1968, les épreuves écrites prévues au 1^o du II (Epreuves théoriques) de l'article 3 de l'arrêté du 25 mars 1959 susvisé sont supprimées et remplacées par des épreuves orales portant sur les mêmes matières et affectées des mêmes coefficients.

Art. 3. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 juin 1968.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,
MARCEAU CRESPIN.

Diplôme d'Etat de conseiller sportif.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports;

Vu l'arrêté du 10 mai 1967 créant le diplôme d'Etat de conseiller sportif;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports;

Vu le décret du 31 mai 1968 portant nomination de membres du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté du 10 mai 1967 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

Article 5.

Les jurys chargés d'examiner les candidats au diplôme d'Etat de conseiller sportif (1^{re} et 2^e partie) sont nommés par le ministre de la jeunesse et des sports. Ils sont composés sur les bases suivantes : Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant, président.

Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant. Un administrateur civil affecté au ministère de la jeunesse et des sports. (Le reste sans changement.)

Art. 2. — L'article 7 (2^e alinéa) de l'arrêté du 10 mai 1967 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

Article 7.

Ces épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 7 sur 20, maintenue après délibération du jury, est éliminatoire.

Art. 3. — Pour la session d'examen organisée en 1968, les épreuves écrites prévues au 1^o de l'article 7 de l'arrêté du 10 mai 1967 susvisé sont supprimées et remplacées par des épreuves orales portant sur les mêmes matières et affectées des mêmes coefficients.

A la suite de ces épreuves, passées les premières, seuls seront déclarés admissibles aux épreuves de pédagogie pratique les candidats ayant obtenu un minimum de 40 points sans aucune note éliminatoire.

Art. 4. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 juin 1968.

ROLAND NUNGESSER.

Désignation de délégués du ministre de la jeunesse et des sports auprès de fédérations sportives.

Par arrêtés en date du 17 mai 1968, les personnes mentionnées ci-après sont désignées en qualité de délégué du ministre de la jeunesse et des sports auprès des fédérations sportives suivantes : Fédération française du sport automobile : M. Louis Dreyfus (Pierre). Fédération française du yachting à voile : M. Gombert (Max).

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Conditions d'attribution des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants susceptibles d'être accordées à certains personnels de l'institut international d'administration publique et liste des travaux y ouvrant droit.

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de la fonction publique,

Vu le décret n° 68-284 du 20 mars 1968 relatif au statut particulier du personnel de l'institut international d'administration publique;

Vu le décret n° 67-624 du 23 juillet 1967 fixant les modalités d'attribution et les taux des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants, notamment son article 3,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les travaux ouvrant droit en faveur de certains personnels de l'institut international d'administration publique aux indemnités spécifiques prévues par le décret n° 67-624 susvisé sont classés comme suit :

Travaux donnant droit à une indemnité de 2^e catégorie.

Travaux de laboratoire et d'imprimerie.

Travaux donnant droit à une indemnité de 3^e catégorie.

Conduite de machines de reproduction de documents.

Graissage et réparation de moteur de véhicule.

Travaux de manutention en sous-sol.

Travaux de dépoussiérage.

Art. 2. — Les agents ayant accompli des travaux insalubres, incommodes ou salissants visés à l'article 1^{er} ci-dessus percevront une indemnité égale à un taux de base par demi-journée de travail effectif.

Art. 3. — Le directeur de l'institut international d'administration publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1968.

Le ministre de la fonction publique,

Pour le ministre et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,
PIERRE GUILBEAU.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,
EDMOND RAOUX.

MINISTERE DES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Décret portant nomination d'un administrateur de la Société immobilière de Djibouti et du territoire français des Afars et des Issas.

Par décret en date du 9 juillet 1968, M. Jean Frantz, ingénieur principal hors classe des travaux publics, est nommé, en qualité de représentant de la caisse centrale de coopération économique, administrateur de la société d'Etat Société immobilière de Djibouti et du territoire français des Afars et des Issas, en remplacement de M. Weber.